



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
EN CHAMPAGNE-ARDENNE

2017

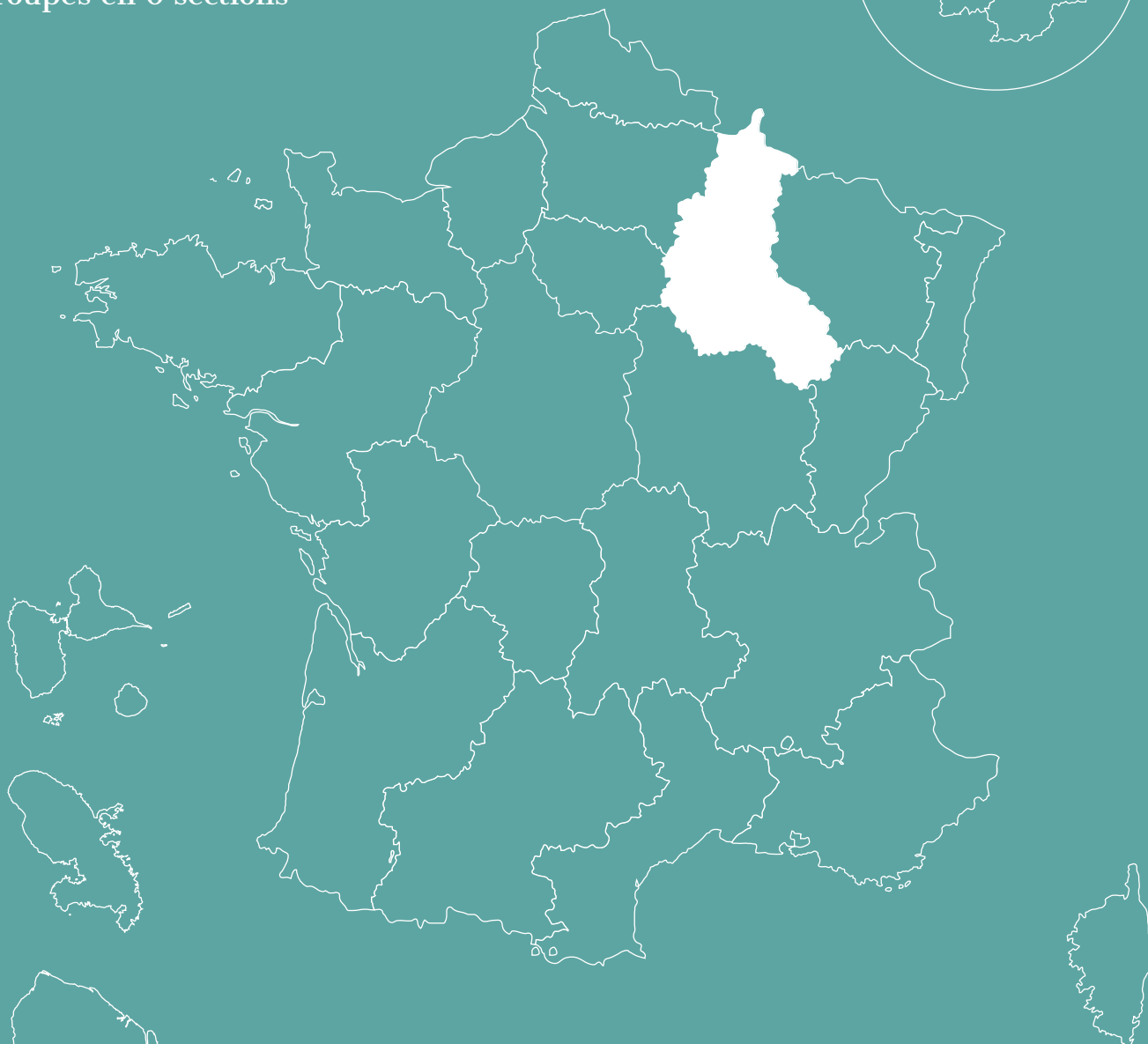
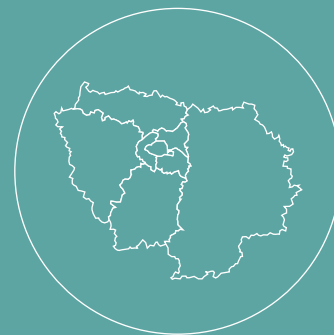
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



CHAMPAGNE-ARDENNE

La région compte 115 adhérents
regroupés en 6 sections



Aube
Troyes et Aube

Ardenne
Charleville-Mézières
Vouziers

Haute-Marne
Chaumont

Marne
Châlons-en-Champagne
Reims

ÉDITO

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se jauge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

Malik Salemkour
Président de la LDH

LA LDH CHAMPAGNE-ARDENNE EN ACTION EN 2017

Les thématiques qui intéressent la LDH sont multiples : démocratie, libertés, justice, droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, étrangers, droit d'asile, égalité entre les femmes et les hommes, racisme, antisémitisme et discriminations...

Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

La LDH combat toute forme de discrimination et de racisme ainsi que les violences qui en découlent.

Le 18 février, Vouziers a appelé à un rassemblement pour protester contre l'insupportable sévices infligé par des policiers à Théo lors d'un banal contrôle à Aulnay-sous-Bois. Après la lecture du communiqué national par le président de la section, un débat s'est installé, un citoyen interpellant la LDH sur les violences subies par les forces de l'ordre. Occasion pour le président de rappeler que la LDH condamne toutes les formes de violence d'où qu'elles viennent mais que les forces de l'ordre se doivent d'être exemplaires.

La LDH mène aussi un travail de mémoire : Charleville-Mézières a participé à la commémoration de l'abolition de l'esclavage le 10 mai. Châlons-en-Champagne et le cinéma La Comète ont accueilli Nadia Doghramadjian, membre du Comité central et coresponsable du groupe de travail « Discriminations, racisme, antisémitisme » pour un débat après la projection du documentaire *I'm not your negro* de Raoul Peck. Reims a participé, le 9 novembre, à la commémoration de la Nuit de cristal.

Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

La LDH s'inquiète des atteintes aux libertés publiques aggravées par des lois sécuritaires. Elle dénonce une politique du tout carcéral et agit pour l'indépendance de la justice et la présomption d'innocence. La LDH est de toutes les mobilisations contre l'extrême droite en France et s'oppose aux discours xénophobes. Les technologies de l'information et de la communication connaissent d'indéniables avancées mais peuvent devenir des outils de surveillance et d'oppression. La LDH joue un rôle d'alerte.

Lors du 11^e festival du film antifasciste en mars, Reims a proposé un débat avec Dominique Guibert, président de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) à la suite de la projection du film *Democracy* de David Bernet.

La section a mené de nombreuses actions dans les collectifs Stop Tafta Ceta et Stop état d'urgence : coanimation du débat après la projection du court-métrage *Diversion* (fiction sur la vie quotidienne dix ans après le Tafta), interpellation des huit parlementaires de la Marne sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, publication de communiqués de presse et distribution du tract « Au nom de la loi je vous arrête ».

Lors des campagnes électorales présidentielles et législatives, les sections ardennaises se sont mobilisées contre le Front national bien implanté dans ce secteur : Vouziers a organisé un rassemblement puis un débat public le 1^{er} Mai. Avec le soutien du comité régional, les sections ardennaises ont publié

quatre communiqués contre l'abstention et le Front national dans l'*Union*.

Dans un de leur tract distribué avant la projection du film *Chez nous*, le Front national inventait des subventions multiples de la LDH et réclamait la création d'une commission de censure. Les associations culturelles ardennaises ont salué la riposte de la LDH parue dans le blog Carolo.

Troyes a également interpellé le maire suite au communiqué raciste d'un élu Front national. En outre, avec le groupe local de concertation, elle a participé au débat après la projection du documentaire *A côté de Stéphane Mercurio* lors des journées nationales « Prison ».

Défendre l'égalité entre les femmes et les hommes

La LDH dénonce la persistance des violences et des discriminations qui touchent les femmes. Le 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, la LDH a mené une campagne offensive pour que cessent ces violences dès maintenant. Elle milite pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée.

Le théâtre étant un média efficace, Charleville-Mézières a programmé pour la Journée des droits des femmes le spectacle de Pierrette Dupuyet, « Marie Curie ou la science faite femme ». Comment mieux pointer ces inégalités inacceptables entre hommes et femmes qui perdurent un siècle plus tard ?

Vouziers a fait connaître la convention d'Istanbul et la Journée internationale du 25 novembre, lors d'un débat intitulé « Pour en finir avec les violences faites aux femmes ! ». Agnès Leborgne, avocate de Charleville, et David Legros, juriste du Centre national d'information sur les droits des femmes (CIDFF), ont dressé un tableau des dossiers qu'ils traitent, soulignant que trop de femmes n'osent toujours pas porter plainte. A l'allongement du délai de prescription, les participants ont préféré une forme de conciliation lorsque l'agresseur est reconnu de nombreuses années après les faits.

Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté

Les questions concernant la citoyenneté et l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la LDH. Rencontrer les jeunes, leur donner la parole est donc un enjeu important.

Reims et Troyes et Aube ont participé aux forums des associations, tout comme Châlons-en-Champagne qui œuvre également à la Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme. Châlons-en-Champagne est, en outre, intervenue lors du festival « War on screen » auprès du jeune public après la diffusion du film *La ferme des animaux*.

Reims a soutenu la Semaine de la laïcité tandis que Vouziers rencontrait des élèves de lycée agricole sur ce thème. De son côté, Charleville-Mézières a confronté discriminations et valeurs du sport et animé un échange « Valeurs de la République et laïcité » avec des jeunes du monde associatif. Châlons-en-Champagne a fait participer deux classes (CP, CE1) et des enfants volontaires, lors de deux séances à la bibliothèque municipale au concours des « Ecrits pour la fraternité » sur le thème « *Du pain en temps de paix est meilleur que du gâteau en temps de guerre* ». Les enfants, récompensés par des livres, ont travaillé sur leurs droits avec deux ligueurs.

Troyes et Aube a animé des débats sur les notions de droits et devoirs du citoyen, dans plusieurs établissements du second degré. La section est intervenue auprès des Eclaireurs et Eclaireuses de France, à l'assemblée générale des « anciens » en Loir-et-Cher et auprès de jeunes en Côte d'Or, pour sensibiliser aux conditions d'accueil des migrants et lutter contre les idées reçues.

Enfin, trois ligueurs Ardennais se sont formés sur deux jours à Paris pour animer des séances scolaires sur l'utilisation en sécurité d'Internet et des réseaux sociaux.

Promouvoir les solidarités

Malgré une activité intense, il n'est pas question d'abandonner les plus

défavorisés de notre région. Avec le collectif de veille, Troyes et Aube a dénoncé la fermeture d'un accueil de jour en juin et a participé à la semaine d'information sur la santé mentale tandis que Châlons-en-Champagne organisait une soirée de soutien à un jeune paraplégique SDF.

A la commission départementale des Gens du voyage, la LDH ardennaise dénonce la fermeture de plusieurs aires d'accueil suite à des dégradations, application abusive du principe de responsabilité collective.

Défendre les droits des étrangers

Les sections sont engagées dans l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des mineurs non accompagnés (MNA) pour le respect de leurs droits et de leur dignité.

Le 6 janvier, Denko Sissoko, jeune mineur étranger résident d'un foyer de Châlons-en-Champagne, meurt dans des circonstances inexplicables. Le comité régional a participé à la manifestation et au recueillement qui ont suivi. Châlons-en-Champagne et Reims se relaient aux réunions du collectif Denko Sissoko qui dénonce les conditions d'accueil et de séjour de ces MNA et se bat pour obtenir en justice la vérité sur le décès du jeune homme. Il a également soutenu l'éducatrice lanceuse d'alerte Ibtissam Bouchaara, menacée de licenciement suite à son expression sur les conditions d'accueil des MNA.

Devant la défaillance délibérée des pouvoirs publics, les sections accompagnent des partenaires (Vouziers auprès de la 2ARV qui accueille des réfugiés) ou participent à des collectifs : à Reims le collectif 51 aide une quarantaine d'exilés, Réseau universités sans frontières (RUSF) soutient la demande de régularisation d'étudiants ; à Troyes un groupe de veille interpelle les élus locaux et le préfet sur le traitement indigne des demandeurs d'asile, la maltraitance des MNA et le désarroi des travailleurs sociaux. La section suit, en outre, un nombre croissant de dossiers.

L'aide aux étrangers étant la principale activité des sections, le comité régional a organisé, le 25 mars, une formation ouverte aux partenaires, animée par Paul Garrigues, membre du Comité central et

du groupe de travail « Etrangers & immigrés » de la LDH, et Arlette Sauvage, de la Cimade 08. La fluidité des échanges entre la quarantaine de participants, la qualité des interventions, de la législation aux situations concrètes, ont fait de cette journée un succès qui appelle une suite en 2018.

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional
Champagne-Ardenne
dr.champard@ldh-france.org

Aube

Section
Troyes et Aube
Maison pour tous
72, avenue Gallieni
10300 Sainte-Savine
07 83 26 02 96
troyes10@ldh-france.org

Ardenne

Section
Charleville-Mézières
BP 246
08103 Charleville-Mézières Cedex
ldh08charleville@gmail.com
ldh08charleville.blogspot.fr

Section
Vouziers
Hôtel de ville
08400 Vouziers
ldhvouziers@orange.fr

Haute-Marne

Section
Chaumont
Maison des associations
Pôle Rostand
24, rue des Platanes
52001 Chaumont

Marne

Section
Châlons-en-Champagne
chalons.champagne@ldh-france.org

Section
Reims
Maison de la vie associative
122 bis, rue du Barbâtre
51100 Reims
reims@ldh-france.org

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom :
Adresse : Tél. :
..... Mail :

Je souhaite adhérer à la LDH.





LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org